

COMMUNIQUE DE PRESSE PRESS RELEASE

Contact: Johannes Kleis: +32 (0)2 789 24 01

Date: 04/05/2017

Reference: BEUC-PR-2017-006

La Commission Juncker à mi-mandat: Bilan pour les consommateurs

Le Bureau Européen des Unions de Consommateurs a fait le bilan à mi-mandat des travaux de la Commission Juncker en matière de politique des consommateurs¹. Nous avons passé à la loupe les initiatives législatives et les mesures politiques principales de la Commission et nous les avons classées sur une échelle allant de très bon à très mauvais.

La Commission a reçu quelques belles notes. Sa proposition de règlement en matière de certification de conformité et de test des véhicules automobiles vise à renforcer le système actuel de supervision voitures en Europe. La proposition de règlement sur la portabilité transfrontalière des services de contenu en ligne améliorera sensiblement l'accès aux films, séries, jeux et musique. La proposition législative sur l'énergie renouvelable introduit un droit pour les ménages de consommer, stocker et vendre de l'énergie renouvelable.

En ce qui concerne les points négatifs, la Commission a consenti peu d'efforts pour adopter les critères identifiant les produits chimiques susceptibles de perturber le système hormonal. Aucune action n'a été prise concernant les acides gras trans et les profils nutritionnels. Sa proposition en matière de droits d'auteur ignore la réalité des consommateurs en ligne. L'absence d'un système européen de recours collectif prive les consommateurs de moyens efficaces pour obtenir une indemnisation en cas de dommages à grande échelle.

Monique Goyens, Directrice Générale du BEUC, a commenté:

- « Au cours des deux premières années et demie de son mandat, la Commission Juncker a traité de nombreux dossiers importants pour les consommateurs. De la procédure d'homologation des voitures au géo-blocage, des frais d'itinérance à l'énergie renouvelable, la Commission propose des mesures judicieuses qui bénéficieront aux consommateurs dans les prochaines années. »
- « L'heure n'est cependant pas à la complaisance. Le dogme de la Commission selon lequel elle serait moins ambitieuse sur les dossiers soi-disant mineurs a mis un frein à des initiatives importantes pour les consommateurs. Refuser de prendre ces initiatives maintenant causera à l'avenir des dommages plus grands et des coûts plus importants. »
- « Il est essentiel que la Commission prenne la mesure de ce que le Dieselgate a mis en lumière. Sans moyens efficaces de saisir la justice collectivement, les consommateurs seraient laissés impuissants face aux pratiques abusives évidentes des entreprises. »
- « Nous sommes convaincus que si la Commission utilisait la fin de son mandat pour prendre à bras le corps les difficultés expérimentées par les consommateurs, l'UE prouverait qu'elle peut améliorer la vie quotidienne de ses citoyens. Quelques suggestions: la période de garantie légale devrait s'appliquer à la durée de vie du produit, un système européen de recours collectif devrait permettre aux consommateurs de saisir la justice collectivement, les billets d'avion devraient pouvoir être transférables et les consommateurs devraient être protégés des arnaques au taux de change lorsqu'ils retirent de l'argent à l'étranger. »

ENDS

¹ Juncker Commission interim balance: consumer performance check

Bureau Européen des Unions de Consommateurs AISBL | Der Europäische Verbraucherverband Rue d'Arlon 80, B-1040 Brussels • Tel. +32 (0)2 789 24 01 •

press@beuc.eu • www.beuc.eu • www.twitter.com/beuc EC register for interest representatives: identification number 9505781573-45

